

Évreux, le 22 juin 2023

Madame la Présidente,

Lundi 12 juin, le ministre de la Fonction publique a annoncé la hausse de 1,5 % de la valeur du point d'indice au 1^{er} juillet. Dans un contexte de forte inflation à près de 10 %, cette augmentation est pire qu'insuffisante, elle est inconvenante. Après une décennie de gel du point d'indice et d'explosion des prix de l'énergie et de l'alimentaire (~15 % d'inflation en un an) c'est une menace qui se profile pour la majorité des agent-e-s de notre administration. Il est donc urgent d'accroître la rémunération des agent-e-s que ce soit sur le point d'indice et sur l'indemnitaire propre à la DGFIP.

Concernant cette instance, nous constatons que le règlement intérieur est encore et toujours aux abonnés absents. Le message envoyé par cette absence, tant aux agent-e-s qu'aux représentant-e-s du personnel est inquiétant : 6 mois se sont écoulés depuis les élections professionnelles, 4 ans depuis la loi de transformation de la fonction publique, et toujours rien à l'horizon. Nous pouvons légitimement nous demander s'il s'agit de désinvolture de nos décideurs ou de mépris de leur part pour les femmes et les hommes qui essaient de faire vivre le dialogue social au quotidien. Dans les deux cas, le constat est grave et reflète malheureusement la situation sociale du pays et surtout l'incapacité d'écoute et de dialogue de nos gouvernants. Solidaires Finances Publiques dénonce avec la plus grande fermeté le flou dans lequel sont laissées nos instances, le silence de la DG sur ce sujet et une administration plus que défaillante.

Les mouvements de mutations locales ont été publiés la semaine dernière. Le constat est éloquent : tant au niveau national que local, les recrutements sont insuffisants, bien que la DG ait accédé à la demande de Solidaires Finances Publiques d'appeler la totalité des listes complémentaires. Plusieurs services vont se trouver dans une position difficile dès la rentrée au vu de la situation des emplois dans le département. Nous vous demandons donc de relayer auprès de la DG notre demande, les prochaines affectations doivent être à la hauteur des besoins de tous les services pour corriger cette situation inacceptable.

Figurant à l'ordre du jour de la séance, les conclusions de l'observatoire interne dont le résultat sont sans appel : « *Les agent-e-s sont fatigué-e-s, inquiet-e-s, désabusé-e-s* » ! Les chiffres présentés viennent malheureusement conforter ce que Solidaires Finances Publiques dénonce depuis des années : la dégradation des conditions de travail, des évolutions à marche forcée et plus généralement la destruction de nos chaînes de travail. Les réformes incessantes, les nombreuses atteintes à nos missions, à nos structures affectent les agent-e-s dans leur quotidien de travail. Ces résultats sont des signaux forts que l'administration doit prendre en considération.

Solidaires Finances Publiques rappelle que la Direction doit fournir aux représentant-e-s du personnel en CSAL la base de données sociales (BDS), actualisée chaque année, contenant toute une série de données relevant de 10 thématiques : l'emploi, le recrutement, les parcours professionnels, la formation, les rémunérations, la santé et la sécurité au travail, l'organisation du travail et le temps de travail, l'action sociale et la protection sociale, le dialogue social et la discipline. Ces données doivent nous permettre de réaliser notre propre analyse au regard des indicateurs, à condition de disposer d'une base de données exploitable.

Le bilan du télétravail figure également à l'ordre du jour. Solidaires Finances Publiques rappelle sa demande formulée en Formation Spécialisée du CSAL concernant la tenue d'un groupe de travail sur le bilan du télétravail tant quantitativement que qualitativement et son articulation autour de l'organisation du travail dans les services. Des outils et méthodes existent comme nous l'a rappelé l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail. Nous devons nous en emparer pour fournir une analyse fine et objective sur sa déclinaison.

Solidaires Finances Publiques tire de nouveau la sonnette d'alarme et exige en ce sens l'arrêt des réformes déstructurantes de nos missions de service public, la revalorisation des rémunérations de l'ensemble des personnels, une augmentation des possibilités de promotion et de meilleures conditions de travail.

Les élus de Solidaires Finances Publiques au CSAL de l'Eure